

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 21 mars 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 mars 2025

### **Partie nominative**

#### **VIENNE DECAPAGE SERVICE (M. CARDOSO)**

9, rue de Château Ganne  
86330 Martaizé

Affaire suivie par : Brice POULIQUEN  
Courriel : brice.pouliquen@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2025 397 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007209547  
P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 20 mars 2025 de l'établissement VIENNE DECAPAGE SERVICE (M. CARDOSO) implanté 9, rue de Château Ganne 86330 Martaizé. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

Brice POULIQUEN, Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne, SEI 86, inspecteur de l'environnement

#### **Participant à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

M. CORDOSO, gérant (vds.decapage@gmail.com / 06 13 42 42 09)

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement, Brice POULIQUEN 	L'inspecteur de l'environnement, Yannick LAURENÇON 	Le chef de l'UbD 16-86, Pierre ESCALE 

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

À l'issue de la visite d'inspection du 20 mars 2025 de l'établissement VIENNE DECAPAGE SERVICE (M. CARDOSO) implanté 9, rue de Château Ganne 86330 Martaizé, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste des points de contrôle ci-dessous :

- **Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2565)** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20 mars 2025 article : R.511-9
- **Contrôle périodique DC** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20 mars 2025 article : R.511-55
- **Désenfumage (rubrique 2564)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 2.4.4
- **Moyens de lutte incendie (rubrique 2564)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 4.3
- **Rétention** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 2.10
- **Propreté des installations** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 3.4
- **Gestion des déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 7.1

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Rétention** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 2.10 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Propreté des installations** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 3.4 - délai : 9 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Gestion des déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 7.1 - délai : 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 20 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 mars 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VIENNE DECAPAGE SERVICE (M. CARDOSO)**

9, rue de Château Ganne  
86330 Martaizé

Références : 2025 397 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007209547  
P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2025 dans l'établissement VIENNE DECAPAGE SERVICE (M. CARDOSO) implanté 9, rue de Château Ganne 86330 Martaizé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée pour s'assurer de la consistance des installations vis à vis de la nomenclature ICPE pour les activités de traitement de surface.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIENNE DECAPAGE SERVICE (M. CARDOSO)
- 9, rue de Château Ganne 86330 Martaizé
- Code AIOT : 0007209547
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est connu de l'administration pour être soumis à déclaration au titre de la rubrique 2565 pour des activités de traitement de surface. Un récépissé de déclaration ICPE a été établi en 2012.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2565)	Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9	Demande d'action corrective	2 mois
7	Contrôle périodique DC	Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-55	Demande d'action corrective	6 mois
8	Désenfumage (rubrique 2564)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.4.4	Demande d'action corrective	9 mois
9	Moyens de lutte incendie (rubrique 2564)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3	Demande d'action corrective	6 mois
10	Rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.10	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
12	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2564)	Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9
3	Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2563)	Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9
4	Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2567)	Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9
5	Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2566)	Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9
6	Situation administrative – traitement de	Code de l'environnement du 20 mars 2025,

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
	surface (rubrique 2575)	article R.511-9

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation du site ne sont pas conformes et plusieurs dispositions pouvant avoir un impact sur l'environnement ont été observées. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le préfet sur ces sujets en vue d'y remédier:

- adjonction de rétention nécessaire pour les stockages de liquides dangereux;
- nettoyage des sols du bâtiment de traitement de surface et pompage des effluents de la fosse pour être expédiés en filière de traitement de déchets;
- évacuation nécessaire des déchets dangereux dans des filières ad hoc pour réduire les quantités stockées sur site au minimum.

Au vu de la situation financière de la société, la mise en demeure est assortie de délais rallongés. L'exploitant est invité à formuler ses éventuelles remarques sur le projet d'arrêté de mise en demeure sous 15 jours, délai de la procédure contradictoire réglementaire.

D'autres écarts à enjeux ont été observés mais ne sont pas repris dans la mise en demeure car ces derniers présentent des enjeux environnementaux immédiats moindres.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2564)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Libellé de la rubrique 2564	
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670..	
1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :	
a. Supérieur à 1500 l	(E)
b. Supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du <a href="#">règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008</a> relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant <a href="#">les directives 67/548/CEE</a> et <a href="#">1999/45/CE</a> et modifiant le <a href="#">règlement (CE) n° 1907/2006</a>	(DC)
c.. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	(DC)
2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	(DC)
<b>Constats :</b>	

L'installation est connue par l'administration sous le régime de la déclaration avec contrôle (DC) par récépissé de déclaration de 2012. Le volume déclaré pour la rubrique 2564-1c est de 3 081 litres.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de deux bains de traitement de surface dont :  
- 1 dédié aux produits solvantés notamment (Gramosol concernant du chlorure de méthylène) ;  
- 1 autre dédié à des produits non solvantés de type AQUAL+, AQUA 05, KST et qui sont des produits chimiques basiques (hydroxyde de potassium, sodium....).

Au total et selon les dires de l'exploitant, les deux bains ne contiennent pas plus de 1 400 litres de produits dédiés aux activités de traitement de surface.

L'exploitant a précisé qu'à la reprise de l'établissement en 2012 par ses soins, les volumes des bains étaient plus importants qu'actuellement.

Seul le bain dédié aux produits solvantés relève de la rubrique 2564. Au vu des informations collectées, le niveau d'activité relève bien du régime DC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2565)

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, conformité

### Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### Libellé de la rubrique 2565

Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.

1. Lorsqu'il y a mise en œuvre :	
a) De cadmium	(E)
b) De cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	(E)
2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :	
a) Supérieur à 1500 l	(E)
b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l	(DC)
3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements	(DC)
4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	(DC)

### Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de deux bains de traitement de surface dont :  
- 1 dédié aux produits solvantés notamment (Gramosol concernant du chlorure de méthylène) ;  
- 1 autre dédié à des produits non solvantés de type AQUAL+, AQUA 05, KST et qui sont des produits chimiques basiques (hydroxyde de potassium, sodium....).

Au total et selon les dires de l'exploitant, les deux bains ne contiennent pas plus de 1 400 litres de produits dédiés aux activités de traitement de surface.

L'exploitant a précisé qu'à la reprise de l'établissement en 2012 par ses soins, les volumes des bains étaient plus importants qu'actuellement.

Seul le bain dédié aux produits non solvantés relèvent de la rubrique 2565 du fait de la réalisation d'activité de décapage avec ces produits basiques. Au vu des informations collectées, le niveau d'activité pour ce bain relève bien du régime DC au titre de la rubrique 2565 alinéa 2 dont l'exploitant ne dispose pas.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de régulariser la situation administrative de son établissement en procédant à la télé-déclaration ICPE de ses activités relevant du régime déclaratif au titre de la rubrique 2565 alinéa 2. Cette régularisation doit intervenir sous 2 mois.**

**La télédéclaration est accessible via la page :**

**[https://demarches.service-public.fr/pro\\_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1](https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1)**

**en cochant « Une déclaration initiale ».**

**Le numéro d'AIOT demandé est « 0007209547 ».**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2563)**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, conformité

**Prescription contrôlée :**

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Libellé de la rubrique 2563

**(Rubrique créée par le Décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013)**

**Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.**

La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :	
1. Supérieure à 7 500 l	<b>(E)</b>
2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	<b>(DC)</b>

**Constats :**

Aucune opération de nettoyage et/ou de dégraissage n'est réalisée sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 4 : Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2567)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9												
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité												
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  Libellé de la rubrique 2567  <b>Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique.</b> <table border="1"><tr><td><b>1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant :</b></td><td></td></tr><tr><td>a) Supérieur à 1000 l</td><td><b>(A-1)</b></td></tr><tr><td>b) Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1000 l</td><td><b>(DC)</b></td></tr><tr><td><b>2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant :</b></td><td></td></tr><tr><td>a) Supérieure à 200 kg/ jour</td><td><b>(A-1)</b></td></tr><tr><td>b) Supérieure à 20 kg/ jour mais inférieure ou égale à 200 kg/ jour</td><td><b>(DC)</b></td></tr></table>	<b>1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant :</b>		a) Supérieur à 1000 l	<b>(A-1)</b>	b) Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1000 l	<b>(DC)</b>	<b>2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant :</b>		a) Supérieure à 200 kg/ jour	<b>(A-1)</b>	b) Supérieure à 20 kg/ jour mais inférieure ou égale à 200 kg/ jour	<b>(DC)</b>
<b>1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant :</b>												
a) Supérieur à 1000 l	<b>(A-1)</b>											
b) Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1000 l	<b>(DC)</b>											
<b>2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant :</b>												
a) Supérieure à 200 kg/ jour	<b>(A-1)</b>											
b) Supérieure à 20 kg/ jour mais inférieure ou égale à 200 kg/ jour	<b>(DC)</b>											
<b>Constats :</b> Aucune activité d'étamage ou de galvanisation n'a été observée sur site.												
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite												

**N° 5 : Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2566)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9								
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité								
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  Libellé de la rubrique 2566  <b>Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique</b> <table border="1"><tr><td><b>1. La capacité volumique du four étant :</b></td><td></td></tr><tr><td>a) Supérieure à 2 000 l</td><td><b>(A-1)</b></td></tr><tr><td>b) Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 2 000 l</td><td><b>(DC)</b></td></tr><tr><td><b>2. En absence de four, la puissance étant supérieure ou égale à 3000 W</b></td><td><b>(A-1)</b></td></tr></table>	<b>1. La capacité volumique du four étant :</b>		a) Supérieure à 2 000 l	<b>(A-1)</b>	b) Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 2 000 l	<b>(DC)</b>	<b>2. En absence de four, la puissance étant supérieure ou égale à 3000 W</b>	<b>(A-1)</b>
<b>1. La capacité volumique du four étant :</b>								
a) Supérieure à 2 000 l	<b>(A-1)</b>							
b) Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 2 000 l	<b>(DC)</b>							
<b>2. En absence de four, la puissance étant supérieure ou égale à 3000 W</b>	<b>(A-1)</b>							
<b>Constats :</b> Aucune activité de décapage par traitement thermique n'est réalisée sur site.								
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite								

**N° 6 : Situation administrative – traitement de surface (rubrique 2575)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-9	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Libellé de la rubrique 2575	
<b>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</b>	
La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	(D)
<b>Constats :</b>	
Sur site, il a été constaté la présence d'une cabine artisanale à l'intérieur du bâtiment de traitement de surface. Cette cabine est dédiée à la réalisation d'opérations de sablage entre autres.	
Au vu de l'installation, celle-ci est en deçà des seuils de la rubrique 2575 supra.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 7 : Contrôle périodique DC**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20 mars 2025, article R.511-55
<b>Thème(s) :</b> Autre, réalisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R.511-55 Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R.511-9.  À réaliser 6 mois suite à la mise en service. Puis tous les 5 ans (ou tous les 10 ans si l'établissement est certifié ISO 14001)  Nomenclature des ICPE applicable pour l'établissement : rubrique 2564 (DC = déclaration avec contrôle périodique)  Article 1.6 de l'AMPG de 2019 (2564 - DC) :  Le contenu du contrôle périodique est précisé à la fin de chaque article du présent arrêté après la mention « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».

Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué par le passé s'être rapproché de bureau d'études sans que cela ne soit concluant pour la réalisation du contrôle périodique réglementaire.  L'exploitant se doit de réaliser un tel contrôle périodique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant de procéder, sous six mois, à la réalisation d'un contrôle périodique pour l'ensemble des rubriques ICPE relevant du régime DC et plus particulièrement pour les rubriques 2564 et 2565.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Désenfumage (rubrique 2564)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.  Ces dispositifs sont à commande manuelle.
<b>Constats :</b>  Le bâtiment dédié aux activités de décapage et de traitement de surface n'est pas doté de désenfumage.  L'exploitant a conscience que son établissement n'est pas conforme aux normes incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant, sous neuf mois, de proposer un plan d'actions pour la mise en conformité du bâtiment au travers de la mise en place d'une installation de désenfumage en toiture . A défaut, il peut formuler des demandes d'aménagements assorties de mesures compensatoires.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 9 : Moyens de lutte incendie (rubrique 2564)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none"><li>a) des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li><li>b) à défaut d'un réseau d'eau public ou privé, de réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li></ul></li></ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'installation est en outre équipée d'un système de détection automatique d'incendie pour les zones à risque définies à l'article 4.1.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, il a bien été constaté la présence d'extincteurs mobiles dans le bâtiment de traitement de surface ; ces derniers ont été contrôlés en juillet 2024.</p> <p>En revanche, l'établissement n'est pas pourvu :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une ressource interne pour la défense incendie de son établissement d'au moins 120 m<sup>3</sup> ; à défaut, il appartient à l'exploitant de démontrer l'existence d'un poteau incendie situé à proximité du site débitant au moins 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ;</li><li>- d'une détection incendie dans le bâtiment de traitement de surface.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Il est demandé à l'exploitant</b></p>

<p>sous 3 mois, de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier que des hydrants débitant au moins 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar sont présents à proximité de ses installations et utilisables par les pompiers pour éteindre un feu provenant de son établissement. A défaut, une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> doit être mise en place.</li> </ul> <p>sous six mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- doter son bâtiment d'une détection automatique d'incendie conforme ;</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales de fonctionnement.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucun contenant n'était associé à une rétention.</p> <p>En effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les deux bacs de traitement de surface ;</li> <li>- les GRV de produits chimiques neufs (solvants et basiques) au nombre de 4 dans l'atelier de traitement de surface;</li> <li>- la dizaine de GRV en extérieur contenant des effluents liquides de rinçage considérés comme des</li> </ul>

<p>déchets dangereux ; ne sont pas associés à des rétentions, les GRV en extérieur étant en outre stockés sur de la terre battue.</p> <p>Cet écart est notable et au vu des enjeux environnementaux associés, une mise en demeure est proposée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, d'associer l'ensemble des stockages de produits et déchets liquides dangereux à des capacités de rétention conformes. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le préfet.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 11 : Propreté des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'atelier de traitement de surface est recouvert de boues, de produits liquides dangereux épandus ainsi que d'émulsions non identifiées notamment au niveau du local où se trouve une ancienne station de filtration des eaux raccordée à une fosse de 3 000 litres non vidangée de ses effluents non caractérisés.</p> <p>Cet écart est notable et au vu des enjeux environnementaux associés, une mise en demeure est proposée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous neuf mois, de nettoyer l'ensemble du revêtement de sol du bâtiment de traitement de surface, de vidanger la fosse de 3 000 litres et d'envoyer les résidus liquides et émulsions dangereux dans des filières de traitement de déchets idoines. Une mise en demeure est proposée à Monsieur le préfet.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité annuelle de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.</p> <p>L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, il a été constaté que les déchets dangereux sont stockés en l'extérieur sans précautions particulières (non abrités des intempéries, absence de rétentions pour les GRV de déchets liquides dangereux...).</p> <p>Les contenants notamment métalliques contenant des déchets dangereux solides et pâteux sont bien fermés mais comme leur entreposage dure depuis quelques années, ces couvercles se corrodent et sont susceptibles de se dégrader et laisser une percolation par les eaux de pluie se faire avec un risque d'impacter les sols à terme.</p> <p>Il est relevé que les stockages de déchets dangereux se font à même la terre battue en extérieur.</p> <p>Sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plus d'une dizaine de GRV de 1 m<sup>3</sup> d'effluents de rinçage;</li> <li>- plus d'un cinquantaine de fûts métalliques de 200 litres contenant des déchets solides dangereux : déchets pâteux chlorés, résidus solides des opérations de décapage de traitement de surface, résidus solides de peintures...</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble de ces déchets correspondait à environ 5 années de production. En effet, la dernière évacuation de déchets date de 2020 (vu BSD de 2020 pour l'évacuation de 16 fûts de 200 litres de déchets pâteux chlorés - 14 06 04*).</p> <p>L'exploitant a indiqué s'être laissé dépasser par l'accumulation des déchets produits et que leur évacuation a tardé et que désormais cela s'avérerait compliqué dans la mesure où il y en aurait pour 30 k€.</p> <p>L'exploitant se serait vu refuser un prêt bancaire à ce sujet. L'exploitant envisage de les faire</p>

évacuer au fil de l'eau et sur une durée de l'ordre de deux ans selon ses dires.

De ce qui précède, l'inspection relève un écart concernant le fait que les quantités de déchets stockées sur site dépassent une année de production et l'équivalent de l'évacuation d'un lot normal d'expédition.

Cet écart est notable et au vu des enjeux environnementaux associés, une mise en demeure est proposée.

Photographies des stockages de déchets vus en extérieur :



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous douze mois, de procéder à l'évacuation de l'ensemble des déchets dangereux présents sur site dans des filières dûment autorisées et de garantir que les quantités stockées sur site ne dépassent pas l'équivalent d'une année de production ou d'un lot normal d'expédition.**

**Une mise en demeure est proposée à Monsieur le préfet dans ce cadre.**

**Dans l'attente de la prise en charge de ces déchets, l'exploitant s'assure que les contenants soumis aux intempéries sont dotés de couvercles en bon état permettant d'éviter l'infiltration des eaux météoriques.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 12 mois**